

August 2019

Propaganda from Vichy, France

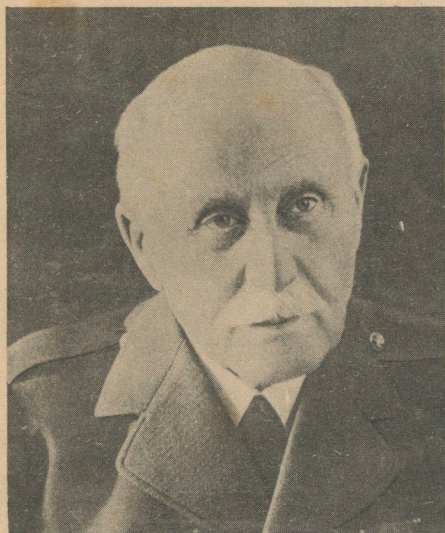
Follow this and additional works at: <https://digital.kenyon.edu/bulmash>

Recommended Citation

"Propaganda from Vichy, France" (2019). *Bulmash Family Holocaust Collection*. 2019.2.305-309.
<https://digital.kenyon.edu/bulmash/1631>

Paroles Françaises

Paroles d'Espoir



C'EST d'abord le Chef de l'Etat Français, le héros de Verdun, notre Maréchal PÉTAİN qui, après le « geste » de Montoire, s'adressant par deux fois aux Français leur dit :

A ceux qui doutent comme à ceux qui s'obstinent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force.

C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration.

Je vous tiens aujourd'hui le langage du chef. Suivez-moi; gardez votre confiance en la France éternelle.

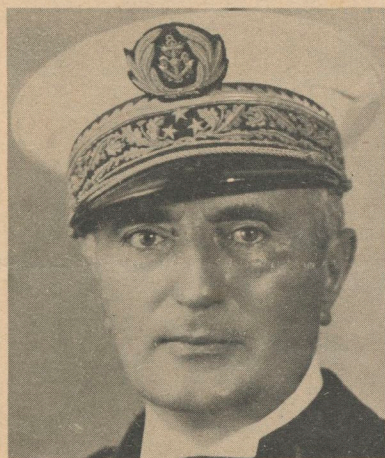
et puis encore :

Vous avez appris que l'amiral Darlan s'était récemment entretenu, en Allemagne avec le chancelier Hitler. J'avais approuvé le principe de cette rencontre.

Il ne s'agit plus aujourd'hui, pour une opinion souvent inquiète parce que mal informée, de supputer nos chances de mesurer nos risques, de juger nos gestes. Il s'agit, pour vous, Français, de me suivre sans arrière-pensée.

Si, dans l'étroite discipline de notre esprit public, nous savons mener à bien les négociations en cours, la France pourra sûrement surmonter sa défaite et conserver dans le monde son rang de puissance européenne et coloniale.

C'est ensuite le vice-président du Conseil l'amiral DARLAN, chef respecté de notre magnifique flotte qui fait le point de la situation en s'écriant :



Le Chancelier du Reich ne m'a pas demandé de lui livrer notre flotte. Tout le monde sait, et les Anglais mieux que quiconque, que je ne la livrerai à personne.

Le Chancelier ne m'a demandé aucun territoire colonial.

Il ne m'a pas demandé de déclarer la guerre à l'Angleterre.

Pourquoi l'eût-il fait ? L'Allemagne, qui a commencé la guerre **seule**, se juge capable de la terminer **seule**, contre n'importe quelle coalition.

En juin 1940, l'adversaire pouvait refuser l'armistice, nous écraser et rayer la France de la carte du monde. Il ne l'a pas fait.

En mai 1941, le vainqueur accepte de négocier avec le gouvernement français.

Ecoutez bien mes paroles. De l'issue des négociations en cours dépend l'avenir de la France. Il s'agit pour elle de choisir entre la vie ou la mort. Le Maréchal et le gouvernement ont choisi la vie.

Il prononce également un réquisitoire contre l'Angleterre, le 31 mai, dans le texte duquel on peut retenir que :

Au total, depuis l'armistice, cent quarante-trois de nos navires ont été capturés par les Anglais, et non pas visités puis rendus, comme ils le prétendent. Au mépris de toutes les lois de la mer, l'amirauté britannique



a pris l'habitude, en ce qui concerne la France, de transformer le droit de visite en droit de prise, même quand des bateaux arraisonnés sont vides.

Soit au total 792.000 tonnes, ce qui représente une valeur de 120 milliards de francs d'aujourd'hui, soit un peu PLUS QUE CE QUE NOUS AVONS VERSE A L'ALLEMAGNE DEPUIS L'ARMISTICE.

C'est aussi Georges SCAPINI, aveugle de guerre, héros de 1914-18, ambassadeur de France qui, parlant à son tour, dit aux familles de prisonniers :

L'atmosphère dans laquelle se sont déroulées les conversations fut sympathique, je dirai même inaccoutumée, car il ne faut pas oublier que la guerre n'est pas terminée.

Si les Français considèrent encore l'Allemagne comme un adversaire, il est puéril de lui demander des libérations de prisonniers.

Si les peuples payent les fautes de leurs gouvernements, ils sont aussi, par leur travail, les artisans du redressement.

Une page de l'Histoire du Monde vient d'être tournée, une autre se présente à nous, vierge, sur laquelle nous écrirons de notre mieux, dans un esprit de collaboration sans lequel rien de ce qui est européen ne peut être possible.

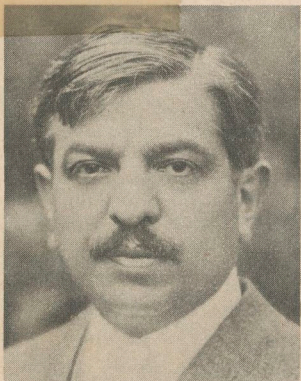


C'est ensuite encore Son Eminence le Cardinal BAUDRILLART, recteur de l'Université Catholique de Paris, grand chef de l'éducation chrétienne en France qui, s'adressant aux catholiques français, s'exprime ainsi :

Par un triste privilège, j'ai vu nos trois guerres avec la grande et puissante Allemagne. Je les ai vues dans des conditions qui me permirent d'abord de réfléchir et d'apprendre et, plus tard, d'agir.

J'en tire donc le droit de conseiller, de crier gare, de supplier mes compatriotes de ne pas se laisser aller à leurs impressions premières.

Quand on parle de coopération et de collaboration, dans certaines bouches et provenant de certains partis, ces mots pourraient être tenus pour suspects. Dans la bouche d'un homme d'honneur si entièrement désintéressé, et qui vraiment n'aurait plus à désirer sur la terre qu'un peu de repos et non des luttes continuelles, de tels mots ne sont pas susceptibles d'une interprétation tendancieuse.



C'est pour continuer le Président LAVAL qui, s'adressant au peuple américain, lui ouvre les yeux en lui dressant un tableau exact de la situation, lui dit :

A Montoire, j'ai dit au Führer : *« Vous pouvez nous écraser. Vous êtes le plus fort... Mais, parce que c'est une loi de la nature, un jour nous nous révolterons... Pouvez-vous admettre un autre recommencement de nos conflits ?... »*

Et le Führer m'a répondu : *« Je ne ferai pas une paix de vengeance. Je ne retomberai pas dans les erreurs du traité de Versailles. Mais, vous, voulez-vous collaborer ?... »*

C'était parce que je voulais collaborer que j'étais là, c'est ainsi et c'est pourquoi nous sommes tombés d'accord sur le principe général de la collaboration et sur le fait capital que la France, dans ces conditions, aurait, après la Paix, à jouer un rôle, un très grand rôle dans la nouvelle Europe.



C'est également le général WEYGAND, le collaborateur intime du Maréchal Foch qui, s'adressant aux Français de l'Empire, s'exprime en termes émouvants et prend une position dont la sincérité exclut le doute :

Tous les Français qui ont à cœur l'avenir de la France et de son domaine colonial doivent donner leur adhésion sans condition à la politique de collaboration suivie par le Maréchal Pétain.



C'est enfin, venus de tous les horizons des divers Partis politiques français, l'ancien socialiste Marcel DÉAT qui, en une suite de courageux articles, se fait, dans le journal *L'Œuvre*, le champion de cette « collaboration » nécessaire à la vie de notre Patrie...

Jean LUCHAIRE, journaliste de « gauche », qui prend lui aussi, dans *Les Nouveaux Temps*, une position semblable.

Eugène DELONCLE, « cagouillard », homme d'extrême droite, qui est un des pionniers de ce même idéal.

Jean GOY, Président de l'U.N.C., député national, qui par ses écrits et ses discours exhorte les nationaux à se rallier à la politique de son chef, le Maréchal Pétain.

Jacques DORIOT, ancien membre du parti communiste qui est, lui aussi, un apôtre de cette politique.

Pierre COSTANTINI, Combattant des deux guerres qui, le premier, eut le courage de stigmatiser en des affiches mémorables l'attitude de l'Angleterre.

CLÉMENTI qui a mis au service de cet idéal toute la fougue de son ardente jeunesse et qui travaille inlassablement à grouper les hommes de sa génération.

Jean BOISSEL, grand mutilé de la Guerre 14-18, qui pour avoir voulu empêcher la guerre en 1939, a été emprisonné par les Daladier, Reynaud et Mandel, a repris avec une force accrue le bon combat.

*Tous unis, oubliant leurs querelles passées, obéissent
à l'ordre du Maréchal en se faisant les champions de :*

La Collaboration

TOUS ceux qui ont pris position pour la politique de collaboration offerte généreusement par le vainqueur sont des Français, la plupart d'entre eux sont de grands Français, parmi eux se trouve le plus grand des Français, le chef de l'Etat, le Maréchal Pétain.

Est-ce que le peuple de France a le droit de ne pas avoir confiance en eux ? en lui ? Non.

Est-ce que le peuple de France doit se laisser bourrer le crâne une fois de plus par une poignée de mercenaires juifs ou francs-maçons qui, payés par l'Angleterre font, chaque jour, à Radio-Londres, leur sale besogne pour toucher les larges prébendes de la perfide Albion ?

Ces mauvais Français, complices de ceux qui massacrèrent nos marins à Dakar, à Mers-el-Kébir, à Sfax, en Syrie, traînent chaque jour dans la boue nos gouvernants et nos chefs militaires.

Traître le Maréchal Pétain ?

Traître l'amiral de la flotte Darlan ?

Traître le général Weygand ?

Traître le général Huntziger ?

S'il est possible de trouver un véritable « Français » ayant à ses souliers de la vraie terre de France pour croire à une telle infâmie, alors c'est à désespérer de la France, alors notre pays est fini, son rôle de grande nation européenne est terminé.

Mais cela n'est pas. En une magnifique unanimité, derrière le chef de l'Etat, derrière le vice-président du Conseil, derrière nos chefs militaires, la France, la France éternelle retrouvera son vrai visage, elle prendra sa place dans la nouvelle Europe et le mot France sera toujours synonyme de Loyauté, d'Humanité, de Courage et de Travail.

Vive le Maréchal Pétain !

Vive la France !



LÉGION FRANÇAISE DES COMBATTANTS

SECTION DU VAR

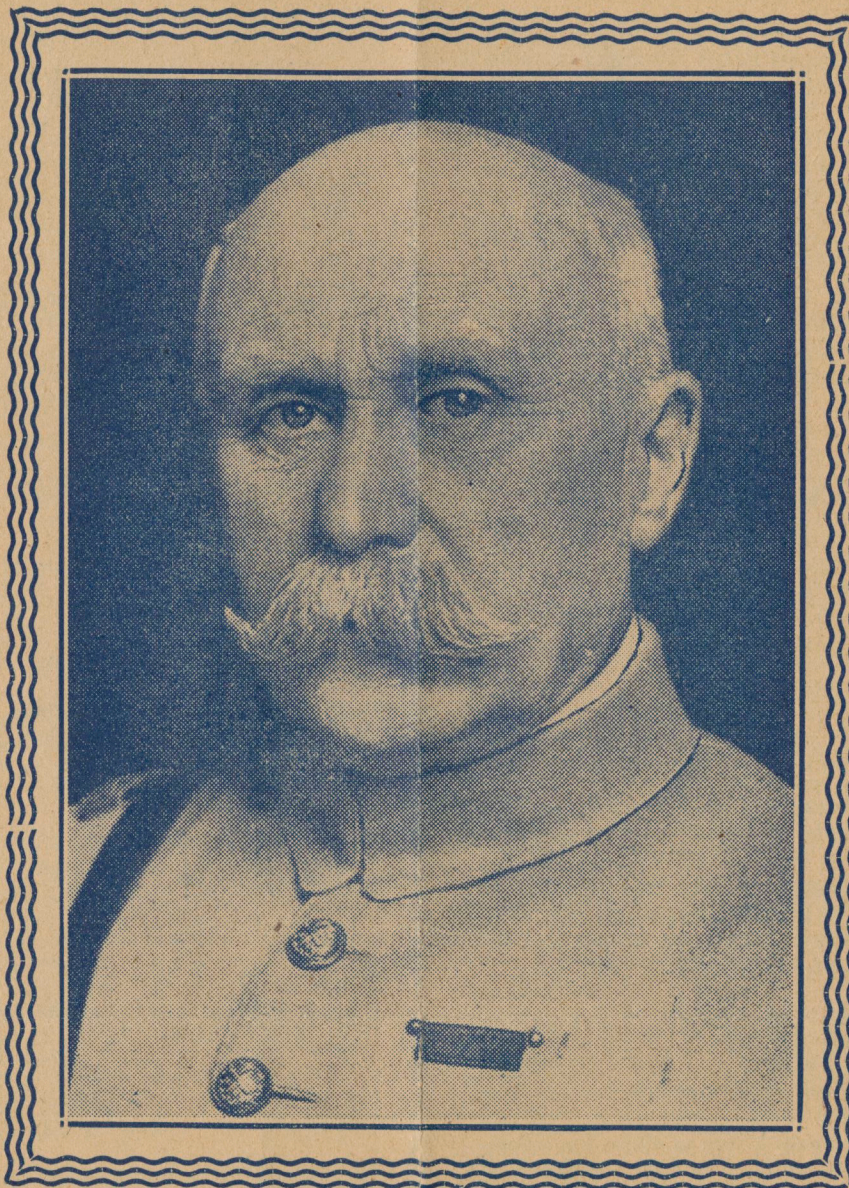
MESSAGE DU MARÉCHAL PÉTAIN

CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

TRAVAIL

FAMILLE

PATRIE



TRAVAIL

FAMILLE

PATRIE



MESSAGE DU MARÉCHAL PÉTAIN

CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

FRANÇAIS,

La France a connu, il y a quatre mois, l'une des plus grandes défaites de son histoire. Cette **DEFAITE** a de nombreuses causes, mais toutes ne sont pas d'ordre technique.

Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des **FAIBLESSES** et des **TARES** de l'ancien régime politique. Ce régime, pourtant, beaucoup d'entre vous l'aimaient.

Votant tous les quatre ans, vous vous donniez l'impression d'être les citoyens libres d'un Etat libre. Aussi vous étonnerai-je en vous disant que **jamais** dans l'histoire de la France l'Etat n'a été plus asservi qu'au cours des vingt dernières années. Asservi de diverses manières : successivement et parfois simultanément, par des coalitions d'intérêts économiques et par des équipes politiques ou syndicales prétendant fallacieusement représenter la classe ouvrière. Selon la prédominance de l'une ou de l'autre de ces deux servitudes, des majorités se succédaient au pouvoir animées trop souvent du souci d'abattre la minorité rivale. Ces luttes provoquaient des désastres. L'on recourait alors, à ces vastes formations dites d'union nationale qui ne constituaient qu'une **DUPERIE SUPPLEMENTAIRE**.

CE N'EST PAS, EN EFFET, EN RÉUNISSANT DES DIVERGENCES QUE L'ON PARVIENT A LA COHÉRENCE, CE N'EST PAS EN TOTALISANT DES BONNES VOLONTÉS QUE L'ON OBTIENT UNE VOLONTÉ.

De ces oscillations et de ces vassalités, la marque s'imprimait profondément dans les mœurs. Tout criait l'**IMPUISSANCE** d'un régime qui ne se maintenait au travers des circonstances les plus graves qu'en se renonçant lui-même par la pratique des **PLEINS POUVOIRS**. Il s'acheminait ainsi à grands pas vers une révolution politique que la guerre et la défaite ont seulement hâtée.

Prisonnier d'une telle politique intérieure ce régime ne pouvait, le plus souvent, pratiquer une politique extérieure digne de la France.

Inspirée, tour à tour, par un **NATIONALISME OMBRAGEUX** et par un **PACIFISME DÉRÉGLÉ**, faite d'**INCOMPRÉHENSION** et de **FAIBLESSE**, alors que notre victoire nous imposait la **FORCE** et la **GÉNÉROSITÉ**, notre politique étrangère ne pouvait nous mener qu'aux abîmes. Nous n'avons pas mis plus de quinze ans à descendre la pente qui y conduisait. Un jour de septembre 1939, sans même que l'on osât consulter les Chambres, la guerre, une **GUERRE PRESQUE PERDUE D'AVANCE**, fut déclarée. **NOUS N'AVIONS SU NI L'ÉVITER NI LA PRÉPARER.**

C'est sur cet amas de ruines qu'il faut, aujourd'hui, reconstruire la France.

L'ORDRE NOUVEAU NE PEUT EN AUCUNE MANIÈRE IMPLIQUER UN RETOUR MEME DÉGUISÉ AUX ERREURS QUI NOUS ONT COUTÉ SI CHER, ON NE SAURAIT D'AVANTAGE Y DECOUVRIR LES TRAITS D'UNE SORTE D'ORDRE MORAL OU D'UNE REVANCHE DES ÉVÉNEMENTS DE 1936.

L'ORDRE NOUVEAU NE PEUT ÊTRE UNE IMITATION SERVILE D'EXPERIENCES ÉTRANGÈRES. Certaines de ces expériences ont leur sens et leur beauté, mais chaque peuple doit concevoir un régime adapté à son climat et à son génie.

L'ORDRE NOUVEAU EST UNE NÉCESSITÉ FRANÇAISE. NOUS DEVRONS TRAGIQUEMENT RÉALISER DANS LA DÉFAITE LA RÉVOLUTION que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux nous n'avons même pas su concevoir.

POLITIQUE EXTÉRIEURE : Un régime national

Indépendamment du revers de ses armes, la tâche que la France doit accomplir l'est aussi à plus forte raison, des succès ou des revers d'autres nations qui ont été dans l'Histoire, ses amies ou ses ennemies.

Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés, ou de ces inimitiés dites « traditionnelles » qui n'ont, en fait, cessé de se modifier à travers l'Histoire pour le plus grand profit des émetteurs d'emprunts et des trafiquants d'armes.

Le régime nouveau défendra tout d'abord l'**UNITÉ NATIONALE**, c'est-à-dire l'étroite union de la métropole et de la France d'Outre-Mer. Il maintiendra les héritages de sa **CULTURE GRECQUE ET LATINE** et leur rayonnement dans le monde. Il remettra en honneur le véritable nationalisme, celui qui renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la **COLLABORATION INTERNATIONALE**. Cette collaboration, la France est prête à la rechercher dans tous les domaines, avec tous ses voisins. Elle sait, d'ailleurs, que, quelle que soit la carte politique de l'Europe et du monde, le **PROBLÈME DES RAPPORTS FRANCO-ALLEMANDS**, si légèrement traité dans le passé, continuera de déterminer son avenir.

SANS DOUTE, L'ALLEMAGNE PEUT-ELLE, AU LENDEMAIN DE SA VICTOIRE SUR NOS ARMES, CHOISIR ENTRE UNE PAIX TRADITIONNELLE D'OPPRESSION ET UNE PAIX TOUTE NOUVELLE DE COLLABORATION.

A la misère, aux troubles, aux répressions, et sans doute, aux conflits que susciterait une nouvelle paix faite à la manière du passé, l'Allemagne peut préférer une **PAIX VIVANTE POUR LE VAINQUEUR**, une **PAIX GÉNÉRATRICE DE BIEN-ÊTRE POUR TOUS**. Le choix appartient d'abord au vainqueur, il dépend aussi du vaincu.

Si toutes les voies nous sont fermées, nous saurons attendre et souffrir. Si un espoir, au contraire, se lève sur le monde, nous saurons dominer notre humiliation, nos deuils, nos ruines.

EN PRESENCE D'UN VAINQUEUR QUI AURA SU DOMINER SA VICTOIRE, NOUS SAURONS DOMINER NOTRE DÉFAITE.

POLITIQUE INTÉRIEURE : Un régime hiérarchique et social

LE RÉGIME NOUVEAU SERA UNE HIÉRARCHIE SOCIALE.

Il ne reposera plus sur l'**IDÉE FAUSSE** de l'**ÉGALITÉ NATURELLE** des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'**ÉGALITÉ DES CHANCES** données à tous les Français de prouver leur aptitude à servir. **SEULS LE TRAVAIL ET LE TALENT DEVIENDRONT LE FONDEMENT DE LA HIÉRARCHIE FRANÇAISE.**

AUCUN PRÉJUGÉ DÉFAVORABLE n'atteindra un Français du fait de ses **ORIGINES SOCIALES**, à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve.

On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la Nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes et les ont dressées les unes contre les autres. Ainsi renaîtront les **ÉLITES** véritables que le régime passé a mis des années à détruire et qui constitueront les **CADRES NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DU BIEN-ÊTRE ET DE LA DIGNITÉ DE TOUS.**

Certains craindront peut-être que la hiérarchie nouvelle détruise une liberté à laquelle ils tiennent et que leurs pères ont conquise au prix de leur sang. Qu'ils soient sans inquiétude.

L'AUTORITÉ EST NÉCESSAIRE POUR SAUVEGARDER LA LIBERTÉ DE L'ÉTAT, GARANTIE DES LIBERTÉS INDIVIDUELLES EN FACE DES COALITIONS D'INTERETS PARTICULIERS. Un peuple n'est plus libre, en dépit de ses bulletins de vote, dès que le gouvernement qu'il a librement porté au pouvoir devient le prisonnier de ces coalitions. Que signifierait d'ailleurs, en 1940, la liberté — l'abstraite liberté — pour un ouvrier chômeur ou pour un petit patron ruiné, sinon la liberté de souffrir sans recours au milieu d'une nation vaincue ? Nous ne perdrons, en réalité, certaines apparences trompeuses de la liberté, que pour mieux sauver la substance.

L'Histoire est faite d'alternances entre des périodes d'autorité dégénérant en tyrannie et des périodes de liberté entraînant la licence. L'heure est venue pour la France de substituer à ces alternances douloureuses une conjonction harmonieuse de l'autorité et de la liberté.

Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère social. Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits. Il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques. Tous les Français, ouvriers, cultivateurs, fonctionnaires, techniciens, patrons, ont d'abord le **DEVOIR DE TRAVAILLER**. Ceux qui méconnaîtraient ce devoir ne mériteraient plus leur qualité de citoyen.

Mais tous les Français ont également **DROIT AU TRAVAIL**. On conçoit aisément que pour assurer l'exercice de ce droit et la sanction de ce devoir, il faille introduire une révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique. Après une période transitoire pendant laquelle les travaux d'équipement devront être multipliés et répartis sur tout le territoire nous pourrons, dans une économie organisée, créer des **CENTRES DURABLES D'ACTIVITÉ** où chacun trouvera sa place et le salaire que ses aptitudes lui méritent. Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers métiers. Telle solution qui s'impose pour l'industrie n'aurait aucune raison d'être pour l'agriculture familiale, qui constitue la principale base économique et sociale de la France.

Mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers. Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. Les **ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES** traiteront de tout ce qui concerne le métier, mais se limiteront au seul domaine professionnel. Elles assureront, sous l'autorité de l'Etat, la rédaction et l'exécution des **CONVENTIONS DE TRAVAIL**. Elles garantiront la dignité de la personne du travailleur en améliorant ses conditions de vie, jusque dans sa vieillesse. Elles éviteront enfin les conflits par l'**INTERDICTION ABSOLUE DES LOCK-OUT ET DES GRÈVES**, par l'**ARBITRAGE OBLIGATOIRE DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL**.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE : L'économie coordonnée et la monnaie au service de l'économie

Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes **IMPERFECTIONS** et les mêmes **CONTRADICTIONS** que le régime politique.

Sur le plan parlementaire **APPARENCE DE LIBERTÉ**. Sur le plan de la production et des échanges **APPARENCE DE LIBÉRALISME**, mais, en fait, **ASSERVISSEMENT AUX PUISSANCES D'ARGENT** et recours de plus en plus large aux **INTERVENTIONS DE L'ÉTAT**.

Cette **DEGRADATION DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE** s'explique d'ailleurs aisément. La libre concurrence était à la fois le ressort et le régulateur du régime libéral. Le jour où les **COALITIONS** et les **TRUSTS** brisèrent ce mécanisme essentiel, la production et les prix furent livrés sans défense à l'**ESPRIT DE LUCRE** et de **SPÉCULATION**. Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire, en face de stocks invendus et même détruits, dans le seul dessein de soutenir les cours des matières premières. Ainsi s'annonçait la crise mondiale.

Devant la faillite universelle de l'économie libérale presque tous les peuples se sont engagés dans la voie d'une économie nouvelle. Nous devons nous y engager à notre tour et, par notre énergie et notre foi, regagner le temps perdu.

Deux principes essentiels nous guideront : L'économie doit être organisée et contrôlée. La coordination par l'Etat des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption.

Bien loin donc de miner l'initiative individuelle, l'économie doit la libérer de ses entraves actuelles en la subordonnant à l'intérêt national.

LA MONNAIE DOIT ÊTRE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE. Elle doit permettre le plein essor de la production dans la **STABILITÉ DES PRIX** et des **SALAIRES**. Une monnaie saine est avant tout une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des hommes.

NOTRE NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE NE DEVRA DONC AFFECTER L'OR QU'A LA GARANTIE DES RÉGLEMENTS EXTÉRIEURS. IL MESURERA LA CIRCULATION INTÉRIEURE AUX NÉCESSITÉS DE LA PRODUCTION.

Un tel système implique un double contrôle : Sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des changes pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers ; sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix afin de maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits.

Ce système ne porte aucune atteinte à la liberté des hommes si ce n'est à la liberté de ceux qui spéculent, soit par intérêt personnel, soit par intérêt politique. Il n'est conçu qu'en fonction de l'**INTÉRÊT NATIONAL**. Il devra, dans les dures épreuves que nous traversons, s'exercer avec une entière rigueur.

Que la classe ouvrière et la bourgeoisie fassent ensemble un immense effort pour échapper aux routines de la bourgeoisie et prennent conscience de leur intérêt commun de citoyen dans une nation désormais unie.

CONCLUSION

Telle est aujourd'hui, Français, la tâche à laquelle je vous convie. **IL FAUT RECONSTRUIRE.**

Cette construction c'est avec vous que je veux la faire.

LA CONSTITUTION SERA L'EXPRESSION JURIDIQUE DE LA RÉVOLUTION DÉJÀ COMMENCÉE DANS LES FAITS CAR LES INSTITUTIONS NE VALENT QUE PAR L'ESPRIT QUI LES ANIME.

Une révolution ne se fait pas seulement à coups de lois et de décrets. Elle ne s'accomplit que si la nation la comprend et l'appelle ; que si le peuple accompagne le gouvernement dans la voie de la rénovation nécessaire.

BIENTÔT JE VOUS DEMANDERAI DE VOUS GROUPEUR POUR QUE, ENSEMBLE, RÉUNIS AUTOUR DE MOI, EN COMMUNION AVEC LES ANCIENS COMBATTANTS DÉJÀ FORMÉS EN LÉGION, VOUS MENIEZ CETTE RÉVOLUTION JUSQU'A SON TERME EN RALLIANT LES HÉSITANTS, EN BRISANT LES FORCES HOSTILES ET LES INTÉRÊTS COALISÉS, EN FAISANT RÉGNER DANS LA FRANCE NOUVELLE LA VÉRITABLE FRATERNITÉ NATIONALE.

Philippe PÉTAIN.

COLLABORATION



*Comment on l'envisageait
après Montoire
entre la France et l'Allemagne*

Ce qu'ils en ont fait

*Finira-t-elle
ainsi ?*

Que devient la FRANCE dans toute cette histoire ?

Qu'êtes-vous ? Vous qui me lisez,

DE GAULLISTE ?

ANGLOPHILE ?

GERMANOPHILE ?

Etes-vous du Rassemblement Populaire de Paris,

ou

de celui de Vichy ?

Désirez-vous la victoire de l'Angleterre

ou

celle de l'Allemagne ?

Que de questions..... !!

Soyez donc tout simplement FRANÇAIS

AVANT DE REGARDER A L'EST OU A L'OUEST, REGARDEZ DONC :

LA PATRIE

Pensez Villageois

Pensez Citadin

Pensez FRANÇAIS

et après..... nous penserons Européen

C'est ce que vous rappelle " **Le FEU** " auquel vous devez adhérer
aujourd'hui même, sous l'égide de la **FRANCE ETERNELLE**, qui selon la parole
du **Maréchal PÉTAIN** :

" Doit se sauver, elle-même "

VIVE la FRANCE

VIVE le MARÉCHAL

VIVE " LE MAITRE DU FEU "

MAURICE DELAUNAY

LE FEU : 22, Cours Georges-Clemenceau - BORDEAUX



ROUEN

LORIENT

LE CREUSOT

Les États-Unis en bombardant à nouveau lesol français, ont donné la seule réponse qui convenait à la population française.

Philadelphie Record.

Nos équipages ont fait preuve d'un grand sang-froid au cours du bombardement de Rouen en faisant tomber leurs bombes nonchalamment.

Message du Général Eaker, commandant en chef des forces américaines en Europe.

OUVRIER NE VA PAS EN ALLEMAGNE !
*attends ici les bombes de
"tes amis" anglo-américains*

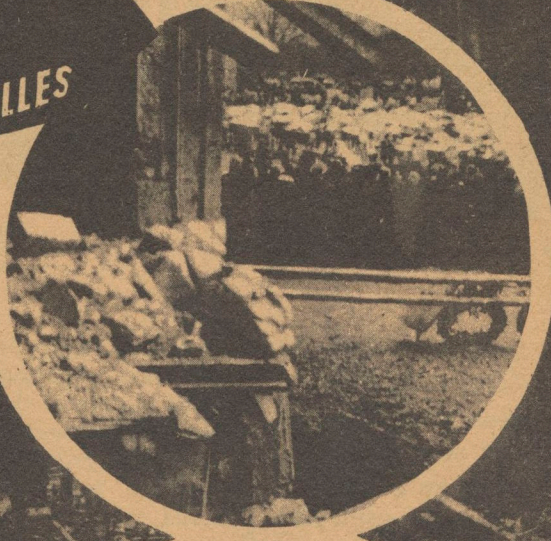
RESTE EN FRANCE!

LA GUERRE EST UN JEU QU'ON
DOIT JOUER AVEC LE SOURIRE.
(CHURCHILL)

AVANT
LE BOMBARDEMENT



PENDANT
LES FUNERAILLES



LE CREUSOT

NOUVELLE
ATTAQUE

